

À Gaza, les journalistes palestiniens en première ligne

Depuis le 7 octobre, au moins 23 journalistes ont été tués dans la bande de Gaza. Vendredi, la Fédération internationale des journalistes a réclamé l'ouverture d'une enquête sur leur mort en dénonçant des frappes israéliennes les ciblant « délibérément ».

Zeina Kovacs - 27 octobre 2023 à 20h19

Il y a une semaine, Roshdi Sarraj, journaliste et fixeur palestinien pour de nombreux médias, dont des francophones (Mediapart, [Radio France](#) ou [Le Monde](#)), était tué dans un bombardement israélien devant sa maison à Tell al-Hawa, au sud de la ville de Gaza. Quelques jours avant, il témoignait dans [nos colonnes](#) de la terreur dans laquelle il vivait pour continuer à faire son travail : informer. Aujourd'hui, [au moins vingt-trois journalistes](#) ont été tués à Gaza, la plupart chez eux dans des bombardements, d'autres sur le terrain, gilet pare-balles et casque floqué « press » sur la tête.

Il y a quelques jours, le 25 octobre, c'est [Wael al-Dahdouh](#), responsable du bureau palestinien de la chaîne arabe Al Jazeera, qui apprenait la mort de sa femme et de ses deux enfants, tués dans un bombardement sur leur maison. La scène, filmée alors qu'il enregistrait un direct pour la télévision, a fait le tour du monde.

Le 26 octobre, le photjournaliste palestinien Motaz Azaiza, aux 9 millions d'abonné·es sur Instagram, postait à son tour [un appel à l'aide](#) sur sa page, demandant une « *protection internationale* », alors qu'il couvre les bombardements dans les territoires palestiniens depuis le début du conflit. Une frappe israélienne a aussi détruit, le 19 octobre, la rédaction éphémère regroupant la BBC, Reuters, Al Jazeera et l'Agence France-Presse (AFP).

Depuis, les appels à protéger les journalistes sur place se multiplient – les autres ne sont pas autorisé·es à entrer sur la bande de Gaza, en état de siège depuis le 10 octobre. Vendredi 27 octobre, la [Fédération internationale des journalistes](#) (FIJ), une ONG basée à Bruxelles, a demandé l'ouverture d'une enquête sur la mort de journalistes en dénonçant des frappes « *délibérément ciblées* ». Une semaine plus tôt, [Reporters sans frontières](#) déplorait un « *black-out* » médiatique orchestré par Israël.

« Il n'y a pas de zone de sécurité à Gaza »

Saruq As'ad est une journaliste palestinienne installée en Cisjordanie. Elle travaille depuis plus de trente ans pour plusieurs chaînes de télévision arabes (Al Jazeera, LBC, France Media Monde, Dubaï Television...). Elle est aussi membre du Syndicat des journalistes palestiniens et suit « *à la seconde* » ce qui se passe à Gaza par le biais de ses ami·es et consœurs. Mais depuis une semaine, le contact se fait de plus en plus difficile à cause du manque de réseau et d'électricité. Beaucoup de transmetteurs radio n'émettent plus, la plupart ayant été détruits dans les bombardements. « *Quand on arrive à les joindre, ils appellent à l'aide et demandent une protection* », raconte-t-elle.

Selon Saruq, la situation est d'autant plus désastreuse pour les journalistes indépendant·es qui n'ont ni locaux ni matériel de protection : « *On reçoit des appels tous les jours. Ils se réfugient dans les hôpitaux ou dans le sud du territoire. Mais à Gaza, il n'y a plus de zone de sécurité.* » L'immeuble du Syndicat des journalistes palestiniens a lui aussi été déserté.

« Le plus dur, c'est de devoir laisser sa famille derrière soi pour aller couvrir les bombardements. »

Saïd*, journaliste palestinien réfugié en France

Depuis la semaine dernière, la FIJ a réussi à envoyer près de cinq cents kits pharmaceutiques aux journalistes sur place, par le biais des membres du syndicat basés à Ramallah, en Cisjordanie. Seulement, impossible d'envoyer du matériel de protection comme des casques ou des gilets pare-balles. « *Rien ne passe la frontière* », admet Nadir Senhadji, responsable du bureau Moyen-Orient à la FIJ.

« *Le plus dur, selon Saïd*, journaliste palestinien réfugié en France, c'est de devoir laisser sa famille derrière soi pour aller couvrir les bombardements.* » Il raconte comment sa sœur, photjournaliste à Gaza, a dû arrêter de travailler pour suivre ses proches pendant l'évacuation vers le sud. Beaucoup, comme elle, ont fait ce choix. « *Pour ceux qui restent, quand je les vois en vidéo maintenant, on dirait qu'ils ont vieilli de dix ans* », soupire Saïd.

Des journalistes déjà ciblés

Si la plupart des journalistes qui ont perdu la vie sont morts dans des bombardements, plusieurs ont péri sur des zones d'affrontement, à l'instar d'Ibrahim Lafi, qui a collaboré avec Mediapart en janvier 2023 pour un reportage sur [l'exil des jeunes Gazaouis](#), tué le 7 octobre près de la frontière avec Israël. « *Ils portent des gilets pare-balles, des casques avec plein de stickers "press", mais ils sont quand même attaqués* », pointe Sharuq As'ad. Tuer un·e journaliste couvrant un conflit constitue un crime de guerre susceptible d'être poursuivi devant la Cour pénale internationale.

« *Si les bombes ne font pas la distinction entre des journalistes et d'autres civils, ce n'est pas la première fois que l'armée israélienne cible des journalistes* », affirme Imen Habib, coordinatrice de l'Agence Media Palestine, qui documente le conflit depuis Paris grâce à des correspondant·es à Gaza.

Le 16 octobre dernier, le Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies rendait [ses conclusions](#) sur la mort de la journaliste vedette d'Al Jazeera, [Shireen Abu Akleh](#), décédée à Jénine le 11 mai 2022, après un tir de l'armée israélienne. Après enquête, il a conclu à une mort donnée « *intentionnellement ou par imprudence* » par l'armée israélienne, qui a usé d'une « *force meurtrière sans justification au regard du droit international des droits de l'homme* ».

Navi Pillav, haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, avait ainsi déclaré que « *Shireen Abu Akleh est une autre victime de la force excessive et*

disproportionnée utilisée par les forces de sécurité israéliennes dans ces opérations. Il s'agissait également d'une agression contre des journalistes, tous clairement identifiables, ce qui constitue un schéma récurrent identifié par la Commission ».

En janvier dernier, le Syndicat des journalistes palestiniens rendait son [rapport annuel](#) sur les exactions commises envers les journalistes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Selon lui, en 2022, les journalistes de Palestine ont subi 902 exactions (attaques physiques, arrestations, détention, confiscation et détérioration de matériel...). On peut notamment y lire : « *52 balles ont touché les corps des journalistes sur le terrain, tirées par les membres de l'armée d'occupation, qui ciblaient délibérément les journalistes avec leurs armes.* » D'après ce même rapport, dix-sept journalistes avaient été condamnés à des peines de prison en Israël.

« Black-out médiatique »

À l'heure actuelle, les journalistes internationaux ont toujours interdiction de pénétrer sur le sol gazaoui, avec pour conséquence le ralentissement de la couverture médiatique du conflit et, selon Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF), la montée de la désinformation, « *particulièrement forte à propos de la région* ». Dans [un communiqué](#), il dénonce aussi « *un black-out médiatique* », accusant Israël d'empêcher la diffusion d'informations en provenance des territoires palestiniens.

Pourtant, malgré l'absence de journalistes étrangers sur place, les journalistes palestiniens ne sont guère présents dans les médias occidentaux, juge Imen Habib. Shuruq As'ad regrette, elle, le manque de confiance à leur égard : « *Selon moi, les informations transmises par les journalistes sur place sont assez claires pour être reprises par la presse étrangère mais on a l'impression qu'elle ne délivre pas l'information telle qu'on la lui donne. Les journalistes palestiniens font de leur mieux pour faire leur travail dans des conditions très difficiles.* » Pour Imen Habib, « *ces journalistes sont nos yeux et nos oreilles sur place. Ce devrait être une priorité de les protéger* ».

Zeina Kovacs

Boîte noire

* Le prénom a été changé.
